



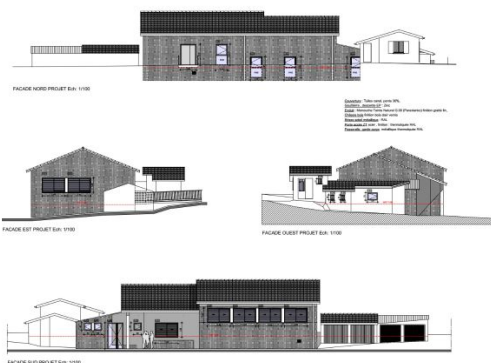
Aff N°: C24004844

N° chrono: 6

Date: 15/10/24

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

Création d'un poste de commandes centralisées (PCC) à Moissac (82) MOISSAC (82)



MAITRE D'OUVRAGE

VNF VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
2, Port Saint Etienne
31 073 TOULOUSE

Maître d'ouvrage délégué

DIRECTION TERRITORIALE SUD-OUEST / SERVICE
TERRITORIAL GARONNE
Delbessous-Sud
82200 MOISSAC
France

Architecte

CAZABON ARCHITECTURE
30, rue des Chalets
31000 TOULOUSE
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - MONTAUBAN
ROUSSEL PHILIPPE
1500 Avenue de Fonneuve
ZI NORD
82000 MONTAUBAN

PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - MONTAUBAN
ROUSSEL PHILIPPE
1500 Avenue de Fonneuve
ZI NORD
82000 MONTAUBAN

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	15/10/24	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	6

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	6
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	8
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	11
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	18
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	24
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	28
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	28
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	29
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	30
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	31
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	32
3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	34
3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	34
4. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	45
4.1. OPERATIONS DE BATIMENT SUPERIEURE A 760 K€ : VRD PRELIMINAIRES A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE A REALISER AVANT TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISES (R4533-1 ET SUIVANTS)	45
5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	46
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	46
6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	48

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	48
6.2. SUIVI DE TRAVAUX	49
7. ANNEXES	51
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	51
7.2. CALENDRIER DES TRAVAUX	55
7.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	55
7.4. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	55
7.5. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	55

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

Création d'un poste de commandes centralisées (PCC) à Moissac (82) - MOISSAC (82)

Descriptif de l'opération :

Chemin de Delbessous, 82200 Moissac.

Création d'un poste de commandes centralisées à MOISSAC.

Démolition d'une partie du bâtiment existant, réagencement, rénovation et restructuration des pièces existantes.

Agrandissement de la surface du bâtiment.

Dépose et repose d'une partie de la couverture.

Ajout d'une plateforme élévatrice.

Calendrier :

Date début des travaux : février 2025

Durée totale des travaux : 8 mois

Planning - Phasage de l'opération :**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 6

Effectif pointe prévisible : 10

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Demande d'autorisation de voirie

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
98	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
60	<p>Personnes autorisées</p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les salariés de Voies Navigables de France. - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonnateurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
232	<p>Conditions d'accès des personnes autorisées</p> <p>Vous conformer aux obligations concernant l'accès des personnes autorisées, imposées sur le chantier.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
39	<p>Informations des salariés</p> <p>Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
36	<p>Liste nominative des intervenants</p> <p>Chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenant sur le chantier. Tenir cette liste à disposition de l'Inspection du Travail et des représentants de la CARSAT.</p> <p>Identification des entreprises</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

63	<p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage</p> <p>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
8	<p>La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes :</p> <p>A la charge du prestataire de service : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier.</p> <p>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité, - accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales, - présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre, - autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant. <p>Emploi de salariés détachés</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
203	<p><u>Rappel des obligations de l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français</u> :</p> <p>L'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux articles L1262-1 et L1262-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - adresse une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation; - désigne un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 pendant la durée de la prestation. <p><u>Rappel des obligations du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage</u> :</p> <p>Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés sur le territoire français, vérifie auprès de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté de ses obligations de déclaration auprès de l'inspection du travail. Pour cela, le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage se fait remettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de cette déclaration; - une copie du document désignant le représentant chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 (inspection du travail notamment). <p>A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant les documents ci-dessus, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les 48 heures suivant le détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, dont le contenu est précisé à l'article R1263-14 du code du travail.</p> <p>Sur les chantiers de 1ère catégorie, le maître d'ouvrage appose dans le local vestiaire une affiche traduite dans la langue des travailleurs détachés concernés, destinée à porter à leur connaissance les informations sur la réglementation qui leur est applicable tel que précisé à l'article L.1262-4 du code du travail.</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Durée chantier

49	Fournisseurs - Livreurs <p>Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p> <p>Le "Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité" (application de la recommandation R 476) est à la disposition des entreprises dans ce but afin de faciliter l'intervention de leurs livreurs : cf. DHOL en annexe.</p> <p>Dispositions particulières concernant la lutte contre le travail illégal</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
185	<p>Une convention de lutte contre le travail illégal est jointe en annexe du présent document.</p> <p>Déclaration de sous-traitants</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
131	<p>Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.</p> <p>Intervention en dehors des jours et heures d'ouverture du chantier</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

35	<p>Toute entreprise souhaitant travailler en dehors des périodes d'ouverture du chantier doit en aviser par écrit, au moins une semaine avant, le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS, et suivant la réglementation en vigueur.</p> <p>En cas de circonstances exceptionnelles et pour la durée de celles-ci, le dépassement de la durée maximale définie à l'article L. 3121-20 peut être autorisé par l'autorité administrative, dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat, sans toutefois que ce dépassement puisse avoir pour effet de porter la durée du travail à plus de soixante heures par semaine. Le comité social et économique donne son avis sur les demandes d'autorisation formulées à ce titre. Cet avis est transmis à l'agent de contrôle de l'inspection du travail.</p> <p>En matière de durée du travail, il convient de distinguer les domaines relevant de l'ordre public, c'est-à-dire ceux pour lesquels le législateur fixe des règles auxquelles il n'est pas possible de déroger, et ceux pour lesquels les règles peuvent être fixées par convention ou accord collectif d'entreprise ou, à défaut, une convention ou un accord de branche. Des dispositions dites « supplétives » sont prévues et s'appliquent en cas d'absence de convention ou d'accord collectif fixant ces règles.</p> <p>En cas d'accord de ces derniers, l'entreprise indique dans son PPSPS, qu'elle diffuse au coordonnateur SPS (additif), la nature de l'intervention, les conditions de réalisation, et les mesures particulières qu'elle adopte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour que les salariés ne demeurent pas isolés sur le chantier et puissent être rapidement secourus en cas d'accident : nombre d'intervenants, présence de secouriste(s) du travail formés dans l'équipe, consignes d'appel des secours, moyens d'alerte mis à disposition ; • afin de répondre à toute contrainte qui lui serait indiquée par le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre ou le coordonnateur SPS, préalablement à l'intervention. <p>L'entreprise est tenue d'obtenir les autorisations administratives, dans le cas où celles-ci sont requises.</p>	Coord.SPS Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Coord.SPS Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Durée chantier
----	--	--	--	----------------

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER			
150	Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Avant interv.
179	<p>Organisation générale</p> <p>Implanter de préférence les installations fixes dans les zones des futures espaces verts et parcs de stationnement. Raccorder en priorité les équipements aux réseaux de distribution à proximité des points de pénétration de ces réseaux dans l'emprise du chantier.</p> <p><u>Projet de plan d'installation de chantier</u></p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier

136	<p>Préciser sur un plan d'installation de chantier :</p> <p>Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier</p> <p>Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site.</p> <p>L'emplacement des clôtures de chantier.</p> <p>Les accès au chantier.</p> <p>Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules.</p> <p>Les sens de circulation.</p> <p>Les aires d'attente et de retournement des camions et engins.</p> <p>Les zones de manoeuvre des véhicules et engins</p> <p>Les zones de nettoyage des toupies et roues des camions et engins.</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins.</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier.</p> <p>Les zones interdites à la circulation et au stationnement.</p> <p>Les zones d'implantation des grues à tour.</p> <p>Les zones de mise à poste des grues automotrices.</p> <p>Les zones interdites au survol de charges.</p> <p>Les zones de stockage par type de matériaux.</p> <p>Les zones réservées aux magasins et ateliers.</p> <p>Les zones de préfabrication.</p> <p>Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.).</p> <p>Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution.</p> <p>La position des téléphones de secours et des points de rassemblement.</p> <p>La position des moyens de secours contre l'incendie.</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Avant interv.
216	<p>CLOTURE DE CHANTIER</p> <p>Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien.</p> <p>Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
153	<p>Caractéristiques générales</p> <p>Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie:</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week end,...). d'un ensemble de collier ou de bride de fixation pour liaisonner les panneaux entre eux de panneaux "chantier interdit au public" de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire <p>Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
127	<p>Fermetures des clôtures</p> <p>Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end, ...).</p> <p>Entretien des clôtures</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier

190	Assurer l'entretien journalier de la clôture de chantier : vérification des systèmes d'attache, des panneaux de signalisation, des contreventements, de l'état général etc...	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
	Panneau de chantier			
233	Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique.	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
	Modification d'implantation de la clôture			
149	Toutes les modifications de tracé de la clôture seront décidées collégalement en réunion de chantier par le Maître d'oeuvre, le Maître d'Ouvrage, l'OPC et le CSPS.	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
	<u>Signalisation par panneaux</u>			
174	Mettre en place des panneaux de signalisation portant les mentions : - "chantier interdit au public" - "port du casque et des chaussures de sécurité obligatoire " Fixation des panneaux sur la clôture de chantier, répartis sur toute sa longueur, tous les 25 mètres. Prévoir un panneau supplémentaire au droit de chaque accès au chantier.	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
	Fermetures provisoires du chantier			
6	Mettre en place des fermetures provisoires anti -intrusion en panneaux rigides anti vandalisme aux droits des ouvertures (portes et fenêtres). Mettre en place une (des) fermeture(s) provisoire(s) du chantier par un bloc porte métallique avec cylindre (remise des clés à tous les lots)	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
	PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES			
141	Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5).	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
	Branchements provisoires			
90	Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre, et le maître d'ouvrage, et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001. Il seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages.	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
	Voies de circulations dans l'emprise du chantier			
91	Prolonger la voie d'accès au chantier par d'autres voies permettant : • aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés ainsi qu'aux ouvrages, • aux véhicules et engins de livraison d'accéder aux aires de stockage, de préfabrication et de stationnement.	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
	Aires de chantier			
	<u>Stockage, magasins</u>			

66	Réaliser une ou plusieurs aires afin de faciliter l'implantation des magasins et le stockage des matériels, en matériaux drainant, disposant d'un système d'évacuation des eaux pluviales et convenablement éclairées. Les différentes entreprises préciseront au fur et à mesure de leur arrivée sur le chantier leurs besoins en matière de stockage et d'entreposage. <u>Stationnement engins de chantier</u>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
105	Réaliser une aire pour le stationnement des engins de chantier, au sol imperméable et équipé d'un système de recueil, de traitement et d'évacuation des eaux pluviales.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
11	Plateforme de cantonnement L'implantation du cantonnement sera définie en tenant compte de la présence éventuelle des réseaux, et des recommandations découlant de la D.T et des D.I.C.T. Cette zone permettra l'implantation des bungalows de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, la salle de réunion, les vestiaires de toutes les entreprises, les réfectoires, les sanitaires du cantonnement, les parkings. Aire de stationnement des véhicules des salariés du chantier	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
157	Est-il prévu de réaliser dans l'emprise du chantier un parking pour le stationnement des véhicules personnels des salariés du chantier ?	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES				
214	Les branchements et raccordements provisoires aux fluides et utilités à l'intérieur des ouvrages, nécessaires à la réalisation du chantier, seront réalisés conformément aux prescriptions de la norme NFP 03 001.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
101	Installations sanitaires Leur nombre sera fonction du nombre de salariés sur le chantier en tenant compte de la présence de personnel féminin le cas échéant. <u>WC, urinoirs, lavabos</u>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
95	Installer un W.C. et un poste d'eau au niveau de la base vie du chantier. Installer et mettre à disposition des travailleurs des lavabos alimentés en eau potable, si possible à température réglable, à raison d'un orifice pour dix travailleurs (R4228-7 du Code du travail)	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
205	<u>Période de préparation - Travaux d'aménagement</u> Dans l'attente de l'installation des sanitaires du cantonnement, les entreprises de VRD mettront à disposition de leurs salariés des équipements autonomes avec traitement chimique.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
ZONE DE CANTONNEMENT				
28	Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants. Montage, démontage des installations du cantonnement	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier

100	<p>Les opérations de montage/démontage de bungalows doivent s'effectuer dans le respect des Principes Généraux de Prévention et faire l'objet d'une évaluation des risques spécifique permettant de choisir les mesures de prévention appropriées, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - interdire l'accès à la zone de montage/ démontage aux intervenants du chantier, - prévoir la présence d'un « homme trafic » compétent et équipé (baudrier, etc.....) afin de prévenir les risques liés à la circulation des véhicules d'approvisionnement, - différer ou suspendre le montage/ démontage des bungalows si les conditions climatiques sont mauvaises (vent,...), - prévoir des cantonnements provisoires pour accueillir les salariés chargés de ces travaux, lorsque la phase d'installation/ démontage des cantonnements dure plus d'une journée. <p>Gestion de cantonnement - Base vie</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
69	<p>La base vie sera gérée par le responsable du chantier désigné pendant toute la durée des travaux du présent marché. Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe. Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.</p> <p>Installations communes de vie collective</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
1	<p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p> <p>Installations communes d'hygiène</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
107	<p>Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.</p> <p>Tableaux d'informations des salariés</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
52	<p>Prévoir un tableau d'affichage en zone de cantonnement, dédié à l'affichage "sécurité" (consignes, affiches de sensibilisation à la prévention, information générale sécurité, compte-rendu de réunion,...)</p> <p>Mise à disposition d'EPI</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
187	<p>Pour les personnes extérieures au chantier (livreur, vendeurs commerciaux, visiteurs du chantier) il sera mis à disposition dans une armoire de la salle de réunion les EPI suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 5 paires de chaussures de sécurité, 5 casques de chantier, 5 paires de lunettes de sécurité, 5 gilets de sauvetage, Des protections auditives,... <p>Evolution de la zone de cantonnement en cours de chantier</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier

46	<p>Pour le dimensionnement des installations du cantonnement il sera tenu compte de l'évolution des effectifs présents sur le chantier.</p> <p>Les installations évolueront en fonction de l'effectif (décision prise en concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage, l'OPC et le coordonnateur SPS).</p> <p>Le déplacement du cantonnement pourra être nécessaire en fonction du phasage des différentes opérations (évolution dans le temps, travaux d'aménagements extérieurs etc.).</p> <p>Le positionnement exact sera défini d'un commun accord entre le Maître d'Oeuvre, l'OPC et le coordonnateur SPS.</p> <p>Le ou les plans d'installations devront être approuvés avant toute intervention.</p> <p>Le titulaire du lot sera chargé de son exécution y compris les frais de transport afférents.</p> <p>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
53	<p>L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement.</p> <p>Ces travaux de nettoyage feront l'objet d'un contrat avec une entreprise extérieure qui sera imputé au compte prorata.</p> <p>Cantonnement mobile (chantier linéaire, T.P., VRD...)</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
84	<p>Les installations fixes (article R.4534-139 du Code du travail) ne pouvant être installées compte tenu de la nature du chantier, il sera mis en place des véhicules de chantier spécialement aménagés à cet effet pour permettre aux travailleurs de disposer de cabinets d'aisances, de vestiaires et si possible de douches (article R.4534-140 du Code du Travail).</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
173	<p>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</p> <p>Les dépenses de fonctionnement du chantier relatives aux consommations d'énergies sont portées au compte prorata conformément aux prescriptions de la NFP 03- 001 et/ou des dispositions des pièces du marché.</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
10	<p>DEPENSES D'EXPLOITATION</p> <p>Toute nouvelle dépense d'exploitation, et les frais afférents, décidée en phase de réalisation lors des réunions de chantier ou de coordination SPS, pour la bonne marche des travaux, fera l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du maître d'œuvre, entre le maître d'ouvrage et les entrepreneurs des différents corps d'état intéressés.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
21	<p>NETTOYAGE DU CHANTIER</p> <p>Chaque entreprise devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.) en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc.) <p>Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.</p> <p>Nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

151	Entretien et nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier pendant la durée des travaux, compris balayage autant que nécessaire suivant les travaux pour la sécurité des travailleurs. L'Entreprise de VRD ou l'entreprise désignée par le Maître d'œuvre, conformément à la Convention du Compte Prorata, assurera les entretiens et exécutera les nettoyages dès demande de la Maîtrise d'ouvrage, du Maître d'œuvre, de l'OPC, du Coordonnateur SPS, aux frais de(s) entreprise(s) défaillante(s). <u>Poste de lavage camions, des toupies à béton, des pompes à béton</u>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
201	Il est prévu la mise à disposition d'un poste de lavage, pour la durée du chantier TCE, pour camions, engins et les toupies et pompes à béton au niveau du cantonnement. Les eaux vannes(laitier du béton) devront être récupérées et transporter en centre de traitement. Nettoyage de la voirie extérieure au chantier	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
180	Lors de chaque phase de roulage de matériaux nécessitant l'utilisation de plusieurs camions, un nettoyage systématique des rues adjacentes souillées, sera effectué le jour même par l'entreprise responsable. En cas de nécessité, l'entreprise organisera plusieurs nettoyages par jour pour assurer la propreté des voies afin de ne pas provoquer d'accident. Déneigement des voies d'accès au chantier et dans le chantier	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
30	Le déneigement des voies d'accès menant au chantier et dans le chantier doit être effectué avant toute reprise des travaux.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
MOYENS COMMUNS PREVUS AUX CCTP				
43	L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. Circulations horizontales	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
140	ACCES <u>Passerelles</u>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
104	ACCES <u>Plateformes</u>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
135	ACCES	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
Protections collectives contre les chutes				
54	PROTECTIONS <u>Garde-corps</u>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
18	GARDES CORPS	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
Manutention Levage Approvisionnement				
37	<u>Appareils de levage</u> Mise en oeuvre d'un treuil électrique sur les échafaudages pouvant admettre une charge de 1000Kgs (à modifier si besoin) à disposition de l'ensemble des intervenants sur le chantier. Avant toute mise en service de l'installation l'entrepreneur devra fournir un certificat de conformité d'un organisme agréé. Le mode opératoire sera joint au PPSPS de l'entreprise utilisant l'appareil.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

15	<u>Appareils de manutention</u> Décrire moyens communs prévus	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée interv.
158	<u>Potence de manutention</u> Mise en oeuvre deotence avec treuil électrique d'une charge de 2.5T (à modifier si besoin) à disposition de l'ensemble des intervenants sur le chantier. Avant toute mise en service de l'installation l'entrepreneur devra fournir un certificat de conformité d'un organisme agréé. Les contrôles périodiques sont à la charge de l'entreprise. Les consignes d'utilisation seront fournies par l'entreprise. Le mode opératoire sera joint au PPSPS de l'entreprise.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
110	SOL ET SOUS-SOL Pour la réalisation de leurs travaux les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration du sol et du sous-sol (pollution, nappe phréatique, cavités, engins de guerre ...).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
215	Rapport de sol <u>Type de sol, pente, talutage</u> Les entreprises respecteront la pente naturelle des terrains lors de la réalisation de fouilles ou tranchées (à préciser si possible) ou mettront en oeuvre des mesures compensatoires comme, par exemple, le blindage des fouilles.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
102	<u>Protection des talus</u> Protéger les talus par bâche afin d'éviter le ravinement et le glissement lors de fortes pluies.	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
183	<u>Nappe phréatique</u> L'attention des entreprises est attirée sur le niveau fluctuant de la nappe phréatique qui peut engendrer des perturbations sur le déroulement du chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
111	<u>Cours d'eau</u> Outre les préconisations relatives à la nappe phréatique, à la nature et à la tenue des sols, les entreprises intervenantes apporteront une attention particulière à la tenue des berges et à la présence probable d'eaux de surface.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
219	<u>Inondation - crue</u> Les travaux se déroulent en zone inondable. Les mesures sont définies en accord avec le contenu du CCTP	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
32	PPR : Plan de prévention des risques technologiques et naturels Vous renseigner en préfecture pour savoir si le lieu du chantier est concerné par un plan de prévention des risques technologiques ou dans une des zones de sismicité Ia, Ib, II ou III et en tenir compte dans l'organisation du chantier et dans le choix des modes opératoires.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT			

116	<p>Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet, - déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention. <p>Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr.</p> <p>La consultation du Télé- service est obligatoire.</p> <p>Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.</p> <p>CLASSES DE PRECISION DE LOCALISATION DES RESEAUX ENTERRES</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
38	<p>La précision de localisation des réseaux enterrés est classifiée de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Classe A : $\leq 0.40m$ pour réseau rigide ou $\leq 0.50m$ pour réseau flexible • Classe B : $\leq 1.50m$ • Classe C : $> 1.50m$ <p>D.T.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
23	<p>Déclaration de projet de travaux (DT) effectuée.</p> <p>Réponses des exploitants réseaux, jointes en annexe du présent document ou consultable dans le DCE.</p> <p><u>Investigations complémentaires</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
78	<p>Entreprendre des investigations complémentaires sur les réseaux "sensibles" qui ont été classés avec une précision insuffisante (B ou C), pour les ramener dans la classe de précision « A » .</p> <p>Dans le cas où le MOA ne souhaite pas mener lui même les investigations complémentaires, prévoir dans le cahier des charges les clauses techniques et financières particulières permettant aux entreprises de prendre les précautions nécessaires lors des travaux à proximité immédiate de ces réseaux.</p> <p>D.I.C.T.</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Avant interv.
57	<p>Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr, afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux.</p> <p>Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants.</p> <p>Joindre les réponses des DICT au PPSPS de votre entreprise.</p> <p>Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.</p> <p><u>Marquage - piquetage</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
170	<p>Le marquage - piquetage sera réalisé en phase préparation et avant tout commencement des travaux.</p> <p>Aucun démarrage des travaux ne pourra intervenir avant le marquage – piquetage de l'ensemble des réseaux.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
DEFINITION DES DOMAINES DE TENSION				

40	<p>Les 4 domaines de tension sont :</p> <p><u>Pour l'alternatif :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - TBT < à 50 Volts - BT entre 50 V et 1 000 Volts - HTA entre 1 000 V et 50 000 Volts - HTB > 50 000 Volts <p><u>Pour le continu :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - TBT < à 120 Volts - BT entre 120 V et 1 500 Volts - HTA entre 1 500 V et 75 000 Volts - HTB > 75 000 Volts 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
59	<p>DEFINITION DES DISTANCES DE SECURITE</p> <p>Les distances de sécurité sont définies entre un opérateur et une installation ou un ouvrage. On distingue 5 types de distances à partir d'une pièce nue sous tension:</p> <ul style="list-style-type: none"> • DLI : distance limite d'investigation (établie à 50 m) • DLVS : distance limite de voisinage simple (3 m < à 50 000 volts - 5 m > 50 000 Volts) • DLVR : distance limite de voisinage renforcée (en BT = 30 cm - en HT = distance variable en fonction de la tension) • DMA : distance minimale d'approche (en BT = DLVR - en HT = distance limite à ne jamais franchir) • DLAP : distance limite d'approche prudente autour d'une canalisation isolée enterrée (50 cm de la canalisation) 			Durée chantier
220	<p>DEFINITION DES ZONES AUTOUR D'UNE PARTIE NUE SOUS TENSION</p> <p><u>Zone 0 (DLI)</u> : zone d'investigation où le personnel non habilité peut travailler sans risque.</p> <p><u>Zone 1 (DLVS)</u> : zone de voisinage simple d'accès réservée aux personnels habilités au domaine de tension de la zone</p> <p><u>Zone 2 (DLVR)</u> : zone de voisinage renforcé dont l'accès est réservé au personnel habilité désigné par l'employeur et autorisé à travailler au voisinage de pièces nues sous tension en HT</p> <p><u>Zone 3 (DMA)</u> : zone de travaux sous tension HT accessible uniquement à des électriciens formés et habilités aux travaux sous tension</p> <p><u>Zone 4 (DMA)</u> : zone de voisinage renforcé BT, règles d'interventions générales ou relatives aux travaux sous tension en BT (réservé aux électriciens pour manoeuvre, mesurage, essai ..)</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
48	<p>RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES</p> <p>En cas de présence de réseaux autres que électriques, suite à la DICT, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec les exploitants concernés, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en oeuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, inertages, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.</p> <p>Gaz : réseaux enterrés</p> <p><u>Repérage et balisage des canalisations souterraines</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
165	<p>Repérer l'emplacement du réseau et réaliser un balisage sur le terrain par banderole, peinture, fanions, pancartes ou tout autre moyen efficace.</p> <p><u>Consignation de réseau</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
182	<p>Suspendre les travaux tant que la consignation des canalisations n'a pas été réalisée.</p> <p><u>Choix des itinéraires de circulation des véhicules et engins</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
42	<p>Mettre en place des itinéraires de circulation des véhicules lourds et engins, fléchés et balisés, évitant les réseaux.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

125	<u>Circulation : charge admissible sur le réseau</u> Interdire la circulation au dessus des canalisations en l'absence du renforcement prévu.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
204	Produits chimiques : réseaux enterrés Mettre en place des itinéraires de circulation des véhicules lourds et engins, fléchés et balisés, évitant les réseaux.			
142	Assainissement Mettre en place des itinéraires de circulation des véhicules lourds et engins, fléchés et balisés, évitant les réseaux.			
33	<u>Repérage et balisage des canalisations souterraines</u> Suspendre l'exécution des travaux tant que le repérage et le balisage des canalisations ne sont pas réalisés. Veiller au maintien permanent du repérage et du balisage.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
139	Réseaux enterrés de télécommunication : téléphone, fibre optique, informatique <u>Repérage et balisage des canalisations souterraines</u> Suspendre l'exécution des travaux tant que le repérage et le balisage des canalisations ne sont pas réalisés. Veiller au maintien permanent du repérage et du balisage.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
155	<u>Choix des itinéraires de circulation des véhicules et engins</u> Mettre en place des itinéraires de circulation des véhicules lourds et engins, fléchés et balisés, évitant les réseaux.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
212	CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de tout type de circulation (automobile, piétonne, ferroviaire, fluviale, ...) doit prendre les dispositions propres à garantir la sécurité tant des travailleurs que des usagers. Ces dispositions doivent être conformes aux prescriptions des différents codes et/ou réglementations applicables au lieu du chantier. Elles devront être soumises aux services gestionnaires concernés et conformes à leurs demandes.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
196	Circulation routière Pendant les travaux la circulation et le stationnement automobile aux abords du chantier seront maintenus, en tenir compte dans l'organisation du chantier et dans le choix des modes opératoires.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
199	<u>Signalisation du personnel</u> Le personnel travaillant sur les parties du chantier sous circulation sera signalé par le port d'un boudier ou d'un gilet rétro-réfléchissant.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
124	<u>Signalisation du matériel</u> Les parties latérales ou saillantes des échafaudages ou des véhicules empiétant sur la chaussée seront marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes et signalées la nuit par des feux autonomes de type éclat.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
14	<u>Signalisation des engins</u> Les engins opérant sur ou aux abords de la chaussée seront signalés par les feux spéciaux conformes aux prescriptions réglementaires	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
58	<u>Information</u> Informer le personnel des dangers présentés par la circulation aux abords du chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
209	<u>Signalisation du chantier</u> Mettre en place une signalisation du chantier conforme aux dispositions du code de la route et des instructions interministérielles sur la signalisation routière et approuvée par le gestionnaire de la voirie.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

25	<u>Maintenance de la signalisation</u> Désigner nominativement un responsable de la maintenance de la signalisation routière. Cet agent assurera de façon permanente, (pendant et en dehors des heures de travail), l'entretien de la signalisation et son évolution en fonction du déroulement des travaux. Communiquer les coordonnées personnelles de cet agent, aux gendarmeries, commissariats de police et services de voirie concernés par les travaux afin que son intervention puisse être requise à tout moment. En cas d'absence ou d'empêchement de cet agent, désigner un remplaçant dans les mêmes conditions.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
24	<u>Protections vis à vis de la circulation routière</u> Des dispositifs de protection (GBA, baliroad, merlon, etc...) seront mis en place pour protéger les travailleurs du chantier des risques liés à la circulation routière.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
76	Circulation piétonne Mettre en place une déviation de la circulation piétonne sur le trottoir d'en face, comprenant la réalisation d'un passage clouté provisoire et la pose de la signalisation verticale et horizontale correspondante. Réaliser un passage protégé dédié à la circulation des piétons dans l'emprise de la voie de circulation automobile protégé par des séparateurs en béton. Réaliser une protection contre les chutes d'objet au-dessus des cheminements empruntés par les piétons. Mettre en place des dispositifs de protection aux chutes dans les fouilles et tranchées le long des cheminements empruntés par les piétons.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
50	Circulation fluviale, maritime Les travaux à proximité du domaine fluvial étant soumis à autorisation et avis de la batellerie, l'entreprise informera les services concernés pour l'obtention des autorisations et des consignes particulières. L'entreprise tiendra compte des dispositions du Code du Travail article R 4534-136.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
83	PRESENCE D'EQUIPEMENTS OU D'AMENAGEMENTS Certains équipements ou aménagements (bassin, cuve, réservoir, ...) situés dans l'emprise du chantier ou à proximité de celui-ci peuvent présenter des contraintes et/ou des risques pour la réalisation des travaux. L'entreprise détaillera dans son PPSPS le mode opératoire choisi, ainsi que les mesures de sécurité prises suite à l'analyse des risques.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
126	Cuve / Réservoir Prendre les mesures de prévention liées à la présence des cuves et réservoirs présents sur le site avant le début des travaux. Procéder à la vidange et au dégazage des cuves et réservoirs. Interdire l'accès à la zone des cuves et réservoirs par la mise en place d'une clôture. Afficher le contenu des cuves et réservoirs sur chacun d'eux ainsi que les pictogrammes d'identification des substances et préparations dangereuses. <u>Enterré</u>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

164	Interdire la circulation dans la zone des cuves et réservoirs enterrés. Baliser ou clôturer la zone des cuves et réservoirs enterrés. Renforcer la couverture des cuves et réservoirs enterrés. Vous assurer que les cuves et réservoirs enterrés sont construits de telle sorte qu'ils empêchent les travailleurs d'y tomber. Dans le cas contraire y installer des protections collectives contre les chutes.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
123	CONDITIONS METEOROLOGIQUES Les conditions météorologiques peuvent interférer avec la santé et la sécurité des travailleurs du chantier ainsi qu'avec la sécurité des riverains du chantier. Des mesures de prévention de ces risques doivent être prises. Abonnement à Météo France Souscrire un abonnement à Météo France pour la zone du chantier et afficher les prévisions chaque jour sur le panneau d'information du chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
206	Canicule Sur le chantier, appliquer les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Adapter les horaires de travail aux conditions météorologiques. • Effectuer les tâches ardues et celles requérant des efforts physiques importants aux heures les plus fraîches de la journée. • Utiliser systématiquement les aides mécaniques à la manutention. • Fournir et faire porter des vêtements de travail adaptés (amples, légers, de couleur claire et permettant l'évaporation de la transpiration) ainsi qu'une protection de la tête. • Fournir de l'eau fraîche en quantité suffisante (équivalant un verre toutes les 15 minutes par salarié). • Mettre à la disposition des travailleurs un local intempéries adapté aux conditions climatiques (rafraîchi, installé à l'ombre, correctement ventilé, etc.) et équipé de sièges en nombre suffisant (1 par travailleur). • Instaurer des pauses d'une fréquence adaptée à la température. Plan canicule Etablir, faire valider par le Médecin du travail et les instances représentatives du personnel et diffuser au travailleurs affectés du chantier un plan canicule adapté aux conditions spécifiques des travaux. Joindre le plan canicule au PPSPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
71	Cyclone	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
146		Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

96	<p>PROCEDURES EN CAS D'ALERTE CYCLONIQUE - TACHES A REALISER (liste non exhaustive) GRUE A TOUR Haubaner la mature depuis le haut jusqu'aux points d'ancrage prédéfinis. GRUE GTMR 1/ Dé télescoper la grue 2/ Replier la flèche sur la mature 3/ Haubaner la mature depuis le haut jusqu'aux points d'ancrages prédéfinis. BANCHES ECHAFAUDAGES PANNEAUX DE CHANTIER 1/ Mettre les banches libres à plat à même le sol. 2/ S'assurer que toutes les passerelles sont bien boulonnées et fixées. 3/ Scier le panneau de chantier à sa base et le coucher à plat. VESTIAIRES SANITAIRES - BUREAUX - BUNGALOWS OUTILLAGE 1/ Arrimer tous les blocs, bureaux, vestiaires, sanitaires, etc. aux lests béton prévus à cet effet 2/ Fermer les volets, fenêtres et portes. 3/ Stocker le petit matériel dans les containers magasins et dans les vestiaires bureaux, si nécessaire. 4/ Rassembler tous les bois, contre-plaqués. Les cercler par fardeaux et les stocker dans les magasins, ou éventuellement les lester. CANTINES 1/ Démonter les tables et les bancs . Les stocker ou lester 2/ Démonter les tôles de la cantine et les lester par des blocs de béton ATELIERS DE FERRAILLAGE 1/ Rassembler l'ensemble des barres et treillis. Les lester à l'aide de blocs de béton 2/ Ranger tout l'outillage dans les magasins TOUS MATERIAUX OU MATERIELS DE CHANTIER SUSCEPTIBLES D'ETRE EMPORTEES PAR LE VENT 1/ Arrimer, lester ou prendre toutes mesures efficaces nécessaires pour éviter qu'ils ne soient emportés par le vent.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
----	--	----------------	----------------	----------------

2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	AMIANTE			

114	<p>Rappel des principales bonnes pratiques incombant aux acteurs du chantier lorsque l'ouvrage renferme des matériaux contenant de l'amiante (MCA) :</p> <p><u>Maître d'ouvrage (donneur d'ordre) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • communiquer tous les documents de repérage amiante (DTA, repérage avant démolition totale ou partielle, repérage avant travaux) au maître d'œuvre, aux entreprises (DCE) et au CSPS. • choisir des entreprises certifiées pour les travaux de retrait et d'encapsulage d'amiante (Travaux sous section 3) ; • choisir les entreprises certifiées pour effectuer les examens visuels et mesures d'empoussièrement vous incombant (Travaux sous section 3) ; • récupérer et conserver les bordereaux de suivi de déchets renfermant de l'amiante (BSDA) ; <p><u>Maître d'œuvre – OPC :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifier la bonne transmission des documents « amiante » aux entreprises, et la cohérence des repérages réalisés par rapport au périmètre et au contenu des travaux ; • notifier l'obligation de certification d'entreprise dans les CCTP et vérifier que les entreprises choisies sont titulaires d'une certification (travaux de démolition, encapsulage ou retrait) ; • tenir compte des délais d'instruction du plan de retrait (travaux sous section 3) ou modes opératoires (Interventions sous section 4) ; • interdire toute co-activité dans les zones de travaux provoquant l'émission de fibres. <p><u>Entreprise – sous-traitant – travailleur indépendant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • s'assurer de l'exhaustivité des repérages avant travaux et de leur cohérence par rapport au périmètre et au contenu des travaux ; • élaborer et fournir un PPSPS ainsi qu'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (Travaux sous section 3), ou des modes opératoires (Intervention sous section 4) • former ses salariés ; • évaluer le niveau d'empoussièrement des opérations ; • respecter les règles techniques liées à ses travaux ; • conditionner, stocker et évacuer les déchets amiantés selon les dispositions réglementaires et règles de l'art. • informer le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et le C. SPS de tout aléa en phase de chantier. <p>Incertitude quant à la présence d'amiante - Investigations complémentaires</p>			Durée chantier
228	<p>Interrompre votre intervention dans l'attente de la communication des rapports de repérage amiante.</p> <p>Signaler la zone après l'avoir évacuée et mis votre chantier en sécurité. En interdire l'accès par des dispositifs matériels.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
AMIANTE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (HAP) DANS LES ENROBES				

208	<p>Nous vous rappelons l'obligation faite à l'ensemble des acteurs du chantier (Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre, entrepreneurs) d'évaluer les risques professionnels (principes généraux de prévention). Cette obligation s'applique aux matériaux contenant de l'amiante ou d'autres produits CMR.</p> <p>Avant toute opération sur des enrobés bitumineux amenant à déstructurer les matériaux ou à émettre de la poussière, le maître d'Ouvrage doit caractériser les enrobés concernés afin de s'assurer de l'absence d'amiante et/ou de HAP en teneur élevée dans ces enrobés. Au vu des résultats de son évaluation des risques, le donneur d'ordre détermine le type d'opération qu'il compte faire réaliser, définit le cadre juridique applicable, les conditions de son organisation et le niveau de compétence requis des entreprises.</p> <p>Les informations relatives à la présence d'amiante et/ou de HAP doivent obligatoirement être jointes au Plan Général de Coordination SPS joint au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), ainsi qu'au Dossier d'Interventions Ulérieures sur l'Ouvrage (DIUO) remis en fin de chantier.</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
73	<p>PLOMB</p> <p>Le Maître d'ouvrage est tenu, dans le cadre de l'évaluation des risques professionnels (PGP) de rechercher la présence de matériaux contenant du plomb, conformément au code de la santé publique et au code du travail, sans critère de la date de construction de l'ouvrage.</p> <p>Conformément à la réglementation en vigueur, le Maître d'Ouvrage transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les rapports de repérage des matériaux contenant du plomb.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
133	<p>PRESENCE DE RADON</p> <p>Le maître d'ouvrage est tenu, dans le cadre de l'évaluation des risques professionnels (PGP) de rechercher la présence de radon, dans les établissements situés dans les départements ou parties de départements, figurant à la liste prévue à l'article R1333-15 du Code de la Santé Publique, et l'article R4451-136 du code du travail.</p> <p>Le Maître d'Ouvrage transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS le résultat des mesures de l'activité du radon.</p>			Durée chantier
202	<p>INTERVENTION SUR L'EXISTANT - VETUSTE - INSTABILITE</p> <p>Le maître d'ouvrage est tenu, de procéder à un diagnostic de la solidité et de la stabilité des existants et notamment des planchers, des murs porteurs, des murs de clôture, etc., dans le cadre de l'évaluation des risques professionnels (PGP).</p> <p>Le Maître d'Ouvrage transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS le résultat de ces diagnostics.</p> <p>Les solutions techniques proposées, par les entreprises, afin de stabiliser, de conforter, les existants, seront validées par la maîtrise d'œuvre.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
138	<p>Diagnostic solidité, stabilité</p> <p>Les diagnostics ont été effectués. Les documents sont joints en annexe du présent document ou consultable dans le DCE.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
103	<p>Ouvrages nécessitant d'éventuels travaux de confortement</p> <p>Faire réaliser un diagnostic solidité des ouvrages dont la solidité est douteuse, de ceux devant être particulièrement sollicités durant la réalisation des travaux, de ceux faisant office de protection collective, contre les chutes notamment, de ceux devant supporter les sollicitations engendrées par des dispositifs de protections individuelles ou collectives. Prévoir le renforcement des ouvrages ne présentant pas des garanties de solidité suffisante.</p> <p>Eléments instables</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

12	Débarrasser les existants de tous les éléments de construction non scellés ou présentant un risque de chute.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
230	TRAVAUX EN PLONGEE APPAREILLEE - TRAVAUX EN MILIEU HYPERBARE Conformément à l'article R. 4461-1 du Code du Travail, les dispositions du présent chapitre s'appliquent dès lors que des travailleurs sont exposés à une pression relative supérieure à 100 hectopascals dans l'exercice de leur activité dans les domaines des travaux industriels, de génie civil ou maritimes. Le Maître d'Ouvrage choisira des entreprises pouvant justifier d'une certification « travaux hyperbares ».	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
79	Modes opératoires Pour les travaux en milieux spéciaux effectués par des entreprises spécialisées, chaque entreprise définira ses modes opératoires en fonction de la spécificité des conditions de ses interventions. Ces modes opératoires seront conformes aux prescriptions techniques de protection applicables à ce type d'activité et tiendront compte de l'environnement des postes de travail, des co-activités prévisibles et seront harmonisés durant la période de préparation du chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
22	TRAVAUX DE PUIITS, DE TERRASSEMENTS SOUTERRAINS, DE TUNNELS Application des articles R4534-40 à 59 du Code du Travail.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
177	SILICE CRISTALLINE La Silice Cristalline est un agent cancérigène, à ce titre il convient de prendre toutes les dispositions afin de réduire l'exposition des travailleurs aux poussières. Afin d'évaluer le risque d'exposition, il est nécessaire de faire réaliser des mesures d'empoussièrement par un organisme agréé. Les prélèvements sont réglementairement prévus sur l'opérateur, ce qui intègre les déplacements de ce dernier. Lorsque les circonstances imposent des prélèvements d'ambiance, ils doivent être effectués lorsque le risque est considéré comme maximal, par exemple au voisinage des sources d'émission. Pour les volumes de travaux importants (terrassement, VRD, démolition, ponçage de grande surface, sablage...), le travail à l'humide est un moyen efficace de réduction d'émission des poussières. Pour les travaux de faible importance (sciage, perçage, ponçage de petite surface...), la solution du captage des poussières à la source intégrée à l'outillage est à privilégier. L'usage des protections respiratoires est à mettre en oeuvre uniquement en complément des mesures de protection collective lorsque ces dernières s'avèrent insuffisantes pour respecter la VLEP.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES			
227	La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation CRAM R.434 .	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	Plan de circulation			
121	Etablir un plan de circulation pour la réalisation des travaux. Privilégier la spécialisation des différentes voies de circulation dans le plan de circulation. <u>Prévoir notamment</u> : le sens de circulation les zones de manœuvre des véhicules et engins les zones de stockage les circulations des piétons et des véhicules l'organisation des manœuvres les zones tampon de stationnement à l'entrée du chantier. Ce plan de circulation sera soumis, pour avis au Maître d'œuvre et au coordonnateur avant le commencement des travaux.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	Conditions de circulation			
112	Consignes applicables pour les engins et véhicules se déplaçant sur le chantier : <ul style="list-style-type: none"> respecter les limitations de vitesse imposées : 30 Km/h maximum respecter la signalisation respecter les interdictions (passage, charges limites, stationnement, etc.) respecter les priorités respecter les distances minimum de sécurité respecter le code de la route ne transporter personne en dehors des places prévues à cet effet circuler godet ou lame baissée (si l'engin en est muni) ne pas circuler benne levée circuler feux de croisement allumés ne pas circuler au point mort 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	Fléchage, signalisation			
118	Mettre en place les fléchages et la signalisation horizontale et verticale conformément au plan de circulation.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	Séparation des voies de circulation			
186	Mettre en place des dispositifs de séparation des voies de circulation conformément au plan de circulation.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<u>Dispositif de séparation</u>			
93	Mettre en place les dispositifs de séparation des voies de circulation définitifs.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<u>Séparateurs plastiques</u>			
13	Mettre en places des séparateurs plastiques Lester les séparateurs plastiques <u>Barrières</u>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

86	Mettre en place des barrières de séparation entre les voies de circulation. Interférences <u>Avec les piétons</u>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée interv.
189	Prévoir des voies de circulation séparées pour les piétons. Installer une séparation physique entre les voies empruntées par les piétons et celles utilisées par les engins et véhicules.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
16	CIRCULATION DES PIETONS Prévoir l'aménagement des voies et chemins d'accès reliant le cantonnement, le parking du personnel, les postes de travail et le réseau routier ainsi que leur entretien pendant la durée des travaux. Les circulations piétonnes seront séparées des voies de circulation des véhicules et engins. Les cheminements seront signalés, balisés. Ils devront rester libre de tout encombrement (matériel, câble électrique, stockage, gravats, etc.). Les voies d'accès seront constamment praticables. Itinéraires Installer une séparation physique entre les voies empruntées par les piétons et celles utilisées par les engins et véhicules, particulièrement à proximité et à la sortie de la zone de cantonnement. Fléchage, signalisation Mettre en place et assurer la maintenance d'une signalisation des itinéraires piétons. Ces dispositifs devront être parfaitement visibles de jour comme de nuit. Aménagements particuliers Réaliser un passage protégé pour les piétons dans l'emprise de la voie de circulation automobile protégé par des séparateurs en béton.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
117		Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
3		Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
194		Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
181	MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention : - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE			

20	<p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.</p>			
222	<p>Nature et tenue du sol</p> <p>Interdire la mise en place sur un sol constitué de remblais, non plan, non compacté ou présentant des excroissances (rail, roche émergente, ...).</p> <p>Éviter les zones d'écoulement d'eau pluviale, en cas de nécessité, déviez-en le cours.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
99	<p>Proximité de terrassement en excavation</p> <p>Interdire les appuis des engins de levage en bord de talus ou de tranchée.</p> <p>Respecter les distances entre les appuis des engins de levage et les fouilles ou excavations définies dans les notices</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée interv.
171	<p>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</p> <p>Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations.</p> <p>Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles.</p> <p>Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
226	<p>Déchargement</p> <p>Prévoir les moyens de déchargements mécaniques en privilégiant l'utilisation de la grue de chantier pendant sa présence sur le site, puis par des moyens mécaniques adaptés aux besoins et aux contraintes du chantier, en fonction d'une étude d'adéquation qui sera jointe au PPSPS (chariot élévateur, grue mobile, grue auxiliaire).</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée interv.
156	<p>Conditionnement des matériaux et matériels</p> <p>Conditionner les matériels et matériaux de façon à ce que leur manutention soit compatible avec les dispositifs de manutention prévus</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	APPROVISIONNEMENTS			

217	<p>Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoient, en fonction des volumes et quantité des matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,... Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,... <p>Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.</p> <p>Livraisons - Approvisionnements</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
134	<p>Préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant.</p> <p>Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
154	<p>STOCKAGES</p> <p>Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile).</p> <p>Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit.</p> <p>Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
45	<p>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX</p> <p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés.</p> <p>Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier.</p> <p>L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

144	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants. Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilité.	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
128	Amiante Etiqueter les déchets «amiante», avec le symbole réglementaire «a», quel que soit leur conditionnement. Transporter les déchets amiantés hors du lieu de travail aussitôt que possible dans des emballages appropriés et fermés, et les stocker à l'abri des intempéries. Les déchets amiantés de toute nature doivent être traités de façon à ne pas provoquer d'émission de poussières pendant leur manutention, leur transport, leur entreposage et leur stockage. Etablir les bordereaux de suivi des déchets d'amiante pour chaque chargement. Ils doivent accompagner les déchets jusqu'à destination finale. Ces bordereaux devront être transmis au maître d'ouvrage.	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
175	Produits chimiques Chaque entreprise reste responsable des produits chimiques issus de ses propres travaux. Mentionner dans le PPSPS les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Evacuer les produits chimiques au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Veiller au respect des règles de stockage mentionnées dans les fiches de données de sécurité, ainsi qu'au respect des règles d'incompatibilité entre produits.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
19	Déchets contaminés Les procédures seront établies après analyse des risques, suivant le type de contamination détecté. Ces procédures devront être mentionnées dans le PPSPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES			

55	<p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p> <p>Maintenance des protections collectives</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
162	<p>Assurer la maintenance des protections collectives sur le chantier.</p> <p>Enlèvement temporaire d'une protection collective</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
211	<p>Interdire l'accès à la zone dangereuse, par des dispositifs matériels de condamnation. Signaler le danger.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
108	<p>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES</p> <p>Rappel : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique.</p> <p>Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement, afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs.</p> <p>La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation.</p> <p>Toute personne constatant une anomalie, une déféctuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.</p> <p>Vérifications initiales et périodiques de sécurité</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
152	<p>Faire vérifier l'installation électrique de chantier par un organisme accrédité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant sa mise en service ; - à la suite de toute modification de structure (modification, extension) ; - avant l'arrivée des corps d'état secondaires - périodiquement, au moins une fois par an, si la durée du chantier est supérieure à un an. <p>Tenir les rapports de vérification à la disposition de l'inspection du travail dans le dossier technique prévu.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

191	Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique Ne brancher que du matériel électrique en bon état sur les armoires et coffrets de distribution. - Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques. - Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage HO7RNF) munis de fiche étanche. Les fiches à usage domestique sont interdites. - Utiliser des enrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier (marquage catégorie B)	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
-----	--	----------------	----------------	----------------

3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
119	UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un même équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES			

4	<p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
132	<p>Projection de matières</p> <p>Lorsque des travaux présentant des risques de projection sont accomplis sur un chantier, mettre en oeuvre des systèmes anti-projection.</p> <p>A défaut d'écrans protecteurs, délimiter et signaler convenablement les zones dangereuses.</p> <p>Porter obligatoirement des lunettes de sûreté pour tous travaux sur des matériaux durs susceptibles de produire des éclats.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
64	<p>Travaux par point chaud</p> <p>Lorsque des travaux de soudure sont accomplis sur le chantier, mettre en oeuvre des écrans de protection.</p> <p>Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étanchéité) uniquement au personnel spécialisé.</p> <p>Fournir les équipements spécifiques.</p> <p>Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail.</p> <p>Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement.</p> <p>S'assurer que les canalisations souples d'oxygène et d'acétylène sont munies de clapets anti-retour disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum).</p> <p>Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur.</p> <p>Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation</p> <p>Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées.</p> <p>Demander un permis de feu au Maître d'ouvrage pour tous travaux par point chaud.</p> <p>Mise en exploitation de parties d'ouvrages (locaux, machines, équipements, installations)</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

9	Rendre la zone chantier close et indépendante de la zone en exploitation. Etablir les procédures d'accès sur la partie commune au chantier et à l'exploitation Procéder à une inspection commune avec le responsable du site en exploitation.	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
145	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc.... Remise du planning initial Transmettre au coordonnateur le planning initial dès qu'il est établi. Mises à jour du planning Transmettre les mises à jour du planning au coordonnateur au fur et à mesure de leur établissement, pour prise en compte des modifications de co-activité et des mesures complémentaires éventuelle de prévention. <u>Coactivités constatées</u> Des co-activité générant des risques ont été constatés, prendre des mesures d'aménagement du planning. Interventions simultanées Mettre en place les mesures de protections collectives nécessaires pour garantir la sécurité des autres intervenants. <u>Travaux superposés</u> Interdire les travaux superposés. Les interventions des entreprises seront décalées dans le temps et ou l'espace. Interventions successives Mettre en place les mesures de protection collective nécessaires à la prévention des risques pour les intervenants à venir	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
62	Transmettre au coordonnateur le planning initial dès qu'il est établi.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
148	Transmettre les mises à jour du planning au coordonnateur au fur et à mesure de leur établissement, pour prise en compte des modifications de co-activité et des mesures complémentaires éventuelle de prévention.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
143	Des co-activité générant des risques ont été constatés, prendre des mesures d'aménagement du planning.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
172	Mettre en place les mesures de protections collectives nécessaires pour garantir la sécurité des autres intervenants.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
75	Interdire les travaux superposés. Les interventions des entreprises seront décalées dans le temps et ou l'espace.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
193	Mettre en place les mesures de protection collective nécessaires à la prévention des risques pour les intervenants à venir	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
197	PORT DES E.P.I. Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
82	Port des EPI lors de travaux particuliers Lorsque la protection ne peut être assurée par des dispositifs de protection collective, utiliser des protections individuelles, choisies en fonction de votre analyse préalable de risques .	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	RISQUES LIES AUX ACCES A DES PARTIES D'OUVRAGE INACHEVEES			

207	<p>Lorsqu'une partie d'ouvrage n'est pas livrable au service du chantier, en raison de son caractère inachevé, et dont l'accès présente des dangers pour les personnes, elle sera nettement délimitée et visiblement signalée par l'entreprise qui en est chargée.</p> <p>Son accès sera interdit par des dispositifs matériels. La ou les zones concernées seront signalées par tout moyen : balisage, panneau "Zone dangereuse - Accès interdit", etc....</p> <p>L'entreprise chargée de la partie de l'ouvrage en informera sans délai la maîtrise d'oeuvre afin que cette dernière transmette l'information à l'ensemble des entreprises du chantier et interdise l'accès et le travail dans la zone concernée.</p>			Durée chantier
61	<p>RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES</p> <p>Qu'il s'agisse d'opérations de retrait / encapsulage ou bien d'interventions sur des matériaux, équipements, matériels, articles susceptibles d'émettre des fibres d'amiante, et afin d'éviter tout risque de co-activité, les moyens adaptés seront mis en œuvre par l'entreprise afin de réduire au niveau le plus bas techniquement possible la durée et le niveau d'exposition des intervenants, et garantir l'absence de pollution des bâtiments, structures, installations dans lesquels ou dans l'environnement desquels sont réalisées les opérations.</p> <p>Ces moyens comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des techniques et modes opératoires de réduction de l'empoussièrement : travail robotisé en système clos, imprégnation à cœur des matériaux (agents mouillants), démontage d'éléments, déconstruction. Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres à l'extérieur de la zone des opérations : moyens de décontamination appropriés, et procédures de décontamination. Le contrôle de l'empoussièrement grâce à un programme de mesures destinées à vérifier en permanence, dans toutes les zones de travaux, que le niveau d'empoussièrement ne dépasse pas les seuils prescrits par la réglementation. Ce programme de mesures est détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE – Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4). <p>Découverte d'amiante en cours de travaux</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
67	<p>En cas de découverte de matériau laissant un doute quant à la présence d'amiante, l'entreprise avertira immédiatement la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre afin de faire réaliser les prélèvements complémentaires s'avérant nécessaires. Le Coordonnateur SPS sera informé de cet aléa de chantier. La zone concernée sera correctement balisée avec la mise en place d'une signalétique ("DANGER AMIANTE") interdisant tous travaux dans cette zone.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<p>RISQUES LIES A L'AMIANTE: ENCAPSULAGE OU RETRAIT Y COMPRIS AVANT DEMOLITION (Travaux sous section 3)</p>			

224	<p>Rappel des principales dispositions applicables à tous types d'ouvrages (bâtiment, route, autoroute, voie ferrée, ouvrage d'art, canalisation, équipement, etc...) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Depuis le 1er Juillet 2014 l'entreprise sera obligatoirement titulaire d'une certification pour réaliser les travaux d'encapsulation ou de retrait d'amiante, y compris les entreprises de génie civil en extérieur (par exemple travaux ou interventions sur enrobés, voies ferrées, réseau de canalisations, etc...) - Le personnel intervenant sera formé et recyclé. - L'évaluation des risques et le mesurage des empoussièrlements seront effectués par l'entreprise conformément aux dispositions réglementaires de l'article R.4412.126 du code du travail. <p>L'entreprise établira :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation, tenu à disposition sur le chantier, qu'elle communiquera au moins un mois avant le démarrage des travaux aux organismes de prévention du lieu du chantier (inspecteur du travail, service prévention de la CARSAT, OPPBTP) - un rapport de fin de travaux contenant les éléments indiqués à R. 4412.139 du code du travail, qu'elle remettra au maître d'ouvrage pour intégration dans le DIUO et copie au Coordonnateur SPS. <p>Préalablement à l'enlèvement total ou partiel du dispositif de confinement et à la restitution de la zone, l'entreprise procédera aux examens, nettoyages, mesures et actions prescrites à R. 4412.140 du code du travail.</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
31	<p>Plan de démolition, encapsulage ou retrait</p> <p>Transmettre au coordonnateur le plan de retrait approuvé, qui sera intégré dans le PPSPS. Respecter les mesures de prévention définies dans le plan de retrait.</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
166	<p>RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION</p> <p>Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de terre rapportée sur la zone de ses travaux • de réseaux ou canalisations enterrés • des risques d'imprégnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux <p>Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille.</p> <p>Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
147	<p>Blindage</p> <p>Blinder les fouilles aux parois verticales ou sensiblement verticales de plus de 1,30m de profondeur dont la largeur est égale ou inférieure à 2/3 de la profondeur, ainsi que les fouilles de moindre profondeur présentant des risques d'éboulement.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
68	<p>Moyens de franchissement : piétons - véhicules</p> <p>Mettre en place des passerelles permettant aux piétons de franchir les fouilles de plus de 0,40 m. de largeur.</p> <p>Mettre en place des moyens de franchissement pour les véhicules.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
223	<p>Moyens de protection contre les chutes dans la fouille</p> <p>Mettre en place des protections collectives contre les chutes en bord de fouille et d'excavation</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<p>Moyens de signalisation de jour et de nuit</p>			

92	Mettre en place des moyens de signalisation de jour comme de nuit aux abords des fouilles et excavations. Examen des parois des fouilles après une période de gel ou de fortes pluies	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
137	Faire procéder par une personne compétente, après une période de gel ou de forte pluie, à un examen du talus des fouilles en excavation ou en tranchée. Consolider le blindage le cas échéant.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
RISQUES LIES A L'ENDOMMAGEMENT DE RESEAUX				
168	Avant tout travaux, l'entreprise doit être en possession de l'ensemble des documents issus des DT, des DICT (plans, recommandations des exploitants réseaux), des résultats des investigations complémentaires si réalisées en phase projet, des fiches techniques issues du "guide technique fascicule 2" correspondants aux opérations à réaliser (http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) Le personnel affecté aux travaux (encadrant et opérateurs) sera titulaire d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR). L'entreprise devra mettre en œuvre les techniques de travaux en tenant compte de la précision de l'outil employé et de l'incertitude de localisation des ouvrages existants. Dans le cas de la découverte de réseaux non répertoriés, elle devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger avec interdiction d'entreprendre des travaux dans cette zone. Il en sera de même en cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement des réseaux. Formation autorisation	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
72	Au 1er janvier 2018 , les encadrants, les chefs de chantier et les conducteurs d'engins doivent disposer d'autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) délivrées par leur employeur.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
Marquage piquetage				
167	Le marquage - piquetage sera maintenu pendant la durée des travaux par les entreprises.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
Techniques d'intervention				
229	L'entreprise adapte la technique de travaux en fonction de l'incertitude du positionnement de l'ouvrage existant (A,B,C). Ce choix tient compte : <ul style="list-style-type: none"> • des prescriptions de distance à respecter selon la technique envisagée, • du gabarit extérieur de l'outil de terrassement ou de découpe, • de la précision de manœuvre de l'outil, • des caractéristiques du sous-sol, • de la distance d'approche. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
Situation d'arrêt de travaux				
88	Dans le cas de découverte de réseaux non répertoriés, l'entreprise devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger, ainsi que tous travaux dans cette zone. Endommagement ou suspicion d'endommagement d'un réseau	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

113	<p>En cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement, l'entreprise contactera l'exploitant du réseau concerné, le maître d'ouvrage et le coordonnateur SPS.</p> <p>Elle appliquera la règle des 4A : ARRÊTER - ALERTER - AMÉNAGER - ACCUEILLIR</p> <p>Accessibilité aux affleurants</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
7	<p>L'accessibilité et le signalement de tous les affleurants (bouches à clé, regards, coffrets, etc) doivent être permanents pendant et après les travaux afin de permettre à l'exploitant d'intervenir sur les accessoires protégés.</p> <p>Forage dirigé</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
120	<p>L'entreprise réalisant un forage dirigé doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un plan de forage avec une coupe longitudinale (position des obstacles et des ouvrages existants compte tenu de leur fuseau de précision) ; • Surveiller en permanence la trajectoire lors du forage pilote ; • Surveiller en permanence la pression, le débit et le retour du fluide de forage ; • Vérifier que la réception du signal de la sonde n'est pas perturbée (brouillage électromagnétique près de lignes HT, de voies SNCF...) • Pour tout forage dirigé de plus de 15 mètres linéaires, disposer d'une étude géologique (présence de vides ou de terrains décomprimés, de nappes, de terrains de faible cohésion, de blocs rocheux, de terrains collants ou gonflants...) • Respecter les distances de sécurité avec les fuseaux des réseaux existants <p>L'entreprise s'appuiera sur le guide technique fascicule 2 pour mettre en place ses modes opératoires.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
213	<p>RISQUES LIES A L'AMIANTE: INTERVENTION SUR LES MATERIAUX, EQUIPEMENTS, MATERIELS, ARTICLES SUSCEPTIBLES DE PROVOQUER L'EMISSION DE FIBRES (Interventions sous section 4)</p> <p>Rappel des principales dispositions applicables à tous types d'ouvrages (bâtiment, route, autoroute, voie ferrée, canalisation, équipement, etc...) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le personnel intervenant sera formé et recyclé. - L'évaluation des risques et le mesurage des empoussièrtements seront effectués par l'entreprise conformément aux dispositions de l'article R.4412.126 du code du travail. - Pour chaque processus de travail, une personne qualifiée de l'entreprise établira un mode opératoire, et le transmettra, ainsi que ses mises à jour, aux organismes de prévention du lieu de l'établissement, ainsi qu'aux organismes du lieu de l'intervention (Inspection du travail, CARSAT, OPPBTP). <p>Pour les interventions supérieures à 5 jours, l'entreprise transmettra en outre à l'inspecteur du travail, la CARSAT et l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le lieu, la date de commencement et la durée de l'intervention ; - La localisation de la zone à traiter et la description de l'environnement de travail ; - Le DTA et les rapports de repérages avant travaux ; - La liste des intervenants, avec indication de la date de délivrance des attestations de compétence, et des visites médicales ; - La liste des secouristes affectés au chantier et la date de validité de leur formation. <p>Modes opératoires amiante</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier

70	Transmettre au coordonnateur vos modes opératoires approuvés, qui seront intégrés dans le PPSPS. Respecter les mesures de prévention définies dans ces modes opératoires.	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Durée chantier
163	<p>Interventions en terrain amiantifères</p> <p>Dispositions complémentaires à mettre en œuvre sur le chantier :- Informer les riverains et usagers, - Réguler le trafic et donner les consignes aux conducteurs : déviation, arrêt momentané de la circulation, arrêt de la ventilation et mise en circuit fermé, - Asperger régulièrement les terres, - Utiliser des outils équipés de système d'adduction d'eau et créer un brouillard d'eau afin de rabattre les poussières, - Poser un géotextile sur les déblais stockés provisoirement sur le chantier et préalablement humidifiés, - Réutiliser les terres extraites sur le chantier et les recouvrir par des matériaux sains, - Mettre en surpression les cabines des véhicules et engins, - Décontaminer les véhicules et engins avant sortie de zone (portique d'arrosage, bacs de lavage des roues), - Selon les postes de travail : port des protections respiratoires à ventilation assistée ou des masques jetables pour les travaux annexes de courte durée (visites, manutention de déchets déjà emballés, ...), - Interdire la cession des déblais à quelque titre que ce soit. Ils doivent être transportés vers un site autorisé, - Transporter les déblais humidifiés dans des bennes équipées de bâches automatiques afin de permettre au chauffeur de rester en cabine, - Mettre en place les locaux d'hygiène permettant la décontamination des intervenants (zone polluée, zone intermédiaire, zone propre),</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
184	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</p> <p>Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
29	<p>Pose et dépose de protections collectives</p> <p>Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage.). En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives. Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives. L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.</p> <p>Protections périphériques</p>	DEMOLITION-GO-VRD	DEMOLITION-GO-VRD	Durée chantier

5	<p>Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps - Une main courante - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être >50cms <p>Conditions atmosphériques défavorables</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
210	<p>Il est interdit de travailler sur des sols rendus glissants par les circonstances atmosphériques, sauf s'il existe des dispositifs de protection installés à cet effet.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
47	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR NECESSITANT LE PORT D'UN E.P.I. SPECIFIQUE</p> <p>Lorsque des dispositifs de protection collective contre les risques de chute de hauteur ne peuvent être mis en œuvre, la protection des travailleurs doit être assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant les effets d'une chute de plus grande hauteur.</p> <p>Dans ce cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La formation à l'utilisation de l'EPI est obligatoire - L'intervenant ne doit pas travailler seul : un surveillant sera obligatoirement prévu afin de secourir l'intervenant dans un temps compatible avec la préservation de sa santé, - Les EPI feront l'objet de vérifications périodiques - L'employeur doit préciser dans une notice, les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en œuvre de l'EPI ainsi que les modalités de leur utilisation. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
221	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHE PIEDS</p> <p>Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
198	<p>Echelles</p> <p>Faire reposer les appuis des échelles sur des supports stables, résistants et de dimension adéquate afin de demeurer immobiles.</p> <p>Fixer les échelles dans la partie supérieure ou inférieure de leurs montants, ou les maintenir en place au moyen de tout dispositif antidérapant ou par toute autre solution d'efficacité équivalente.</p> <p>Faire dépasser les échelles d'au moins 1 mètre le niveau d'accès.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
106	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PLATE-FORMES SUSPENDUES</p> <p>L'installation, l'utilisation et le repli des plates-formes suspendues manuelles ou motorisées respecteront les dispositions de la recommandation R433 et du code du travail.</p> <p>L'entreprise ayant recours à ces équipements, veillera tout particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A la réalisation des vérifications réglementaires (mise et remise en service, périodiques) • A la formation des opérateurs (montage, démontage, modification sensible, utilisation) • 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

195	Consignes d'utilisation des plate-formes N'employer pour l'utilisation que du personnel apte et spécifiquement formé. S'assurer de la bonne tenue et de la résistance des supports. Procéder ou faire procéder à la vérification de mise ou de remise en service. Définir les procédures d'évacuation du personnel en cas d'urgence. Signaler par un panneau l'interdiction d'accès à toute personne étrangère à ces opérations. Baliser au sol la zone à risque de chute d'objets depuis le poste de travail	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
44	TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : <ul style="list-style-type: none"> • en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, • en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, • en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, • en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , • en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
85	TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES Nuisances dues au bruit : Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. Nuisances dues aux poussières : Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. En cas d'impossibilité : <ul style="list-style-type: none"> • ventiler les locaux hors d'air. • humidifier les matériaux ou le sol. • aspirer les poussières à la source. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
188	RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES Les travaux susceptibles de générer des risques de maladies professionnelles seront indiqués dans le PPSPS de l'entreprise. Le guide des maladies professionnelles est consultable sur le site de l'INRS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
176	RISQUES LIES A DES TRAVAUX SPECIFIQUES Les risques liés aux travaux spécifiques et les mesures de coordination et de prévention associées, sont mentionnés ci-après.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
26	Travaux à proximité de cours d'eau ou plan d'eau Prévoir une bouée de type couronne avec une longe de 30 m, à proximité de la zone de travail située en bordure du canal.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS (Arrêté du 25/02/2003) Noyade			

200	<ul style="list-style-type: none"> Préparer un plan de sauvetage adapté aux conditions spécifiques des travaux et aux caractéristiques du plan d'eau ou du cours d'eau. Des gilets de sauvetage sont fournis aux travailleurs. Un signal d'alarme est prévu pour avertir de toute chute dans l'eau. Une barque au moins est mise à l'eau en permanence auprès des postes de travail les plus dangereux. Elle est conduite par des salariés sachant nager et plonger. Cette barque est équipée de gaffes, de cordages et de bouées de sauvetage. Le nombre de barques de sauvetage est en rapport avec le nombre de travailleurs exposés au risque de noyade. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
56	<p>Autre risque détecté</p> <p>LE CHANCRE COLORE:</p> <p>Stratégies de lutte vis-à-vis du chancre coloré du platane: De manière générale si vous "blessez" un arbre sur site prévenir VNF pour les dispositions à prendre contre le chancre.</p>		Tous interv.	Durée chantier

4. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

4.1. OPERATIONS DE BATIMENT SUPERIEURE A 760 K€ : VRD PRELIMINAIRES A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE A REALISER AVANT TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISES (R4533-1 ET SUIVANTS)

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
225	<p>VOIRIES DE DESSERTE DU CHANTIER ET RACCORDEMENTS AUX DIFFERENTS RESEAUX</p> <p>Rappel des dispositions réglementaires à la charge du Maître d'ouvrage : avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants, le chantier doit disposer :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées. 	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Durée chantier

5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
160	APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
87	Téléphone mobile Pour l'appel des secours, doter en permanence chaque chef d'équipe d'un téléphone portable en état de fonctionnement et lui rappeler que le numéro d'appel par ce type d'appareil est le 112.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
218	ACCES DES SECOURS AU CHANTIER - MOYEN D'EVACUATION - PLAN DE SECOURS Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter : <ul style="list-style-type: none"> l'intervention des secours et diminuer le délai de leur intervention. l'évacuation rapide des victimes, y compris par des moyens spécifiques et particuliers si les travaux l'exigent. Le chantier sera clairement identifié, ses accès seront repérés et balisés. Si nécessaire, des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier seront réservés aux secours. Elles seront dégagées en permanence et parfaitement circulables.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
109	Signalisation et itinéraire d'accès des secours Mettre en place et assurer la maintenance d'une signalisation directionnelle pour les secours. Maintenir en permanence les itinéraires réservés aux secours parfaitement dégagés et circulables.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
65	Plan de secours Un plan de secours sera créé et diffusé aux entreprises et autres intervenants sur les sites. Le plan de secours devra être intégré dans chaque PPSPS d'entreprise. Il sera également diffusé aux services de secours. Une collaboration étroite avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) est nécessaire. Il sera commenté à chaque salarié et affiché dans le bureau de chantier et/ou dans chaque vestiaire ou bureau d'entreprise.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
27	Moyens d'évacuation Lorsque la configuration du chantier, son environnement ou la nature des travaux les rendent nécessaires des moyens spéciaux d'évacuation des blessés (nacelle,...) doivent être présents en permanence sur le chantier. Compléter le plan d'installation de chantier en y faisant figurer les équipements, dispositifs et cheminements utilisés pour assurer les premiers secours.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

169	SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
81	Liste des SST Fournir la liste des SST de votre entreprise, présents sur le chantier. Si vous n'en disposez pas, former du personnel affecté au chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
51	Trousse des premiers soins Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer le premiers soins à une personne blessée. Une trousse de premier secours doit être à disposition, sous la responsabilité d'une personne formée au Sauvetage Secourisme du Travail.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
178	TRAVAILLEURS ISOLES Rappel : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens d'éviter ces situations de travail. En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise définira dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
89	<p>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</p> <p><u>Art. L. 4121-5.</u> Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation :</p> <ul style="list-style-type: none"> de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants. <p>Sous-traitants</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
231	Communiquer la liste de vos sous-traitants, leurs coordonnées et la nature des travaux sous-traités.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
77	<p>Réponses aux observations du coordonnateur SPS</p> <p>Nous vous rappelons que vous devez apporter par écrit au coordonnateur les réponses aux observations vous concernant, conformément aux dispositions de l'article R. 4532-38 du code du travail. Veuillez utiliser la fiche réponse jointe aux observations qu'il vous a transmises, la compléter, et la lui retourner par mail.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
2	<p>MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS</p> <p>Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "prénom.nom" correspond au prénom et au nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
17	<p>PPSPS</p> <p>Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS. Remise du PPSPS au coordonnateur</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

130	Chaque entreprise prépare un projet de PPSPS qu'elle présentera lors de l'inspection commune avant démarrage de l'intervention.	Toutes entrep.	Tous interv.	Avant interv.
	Mise à jour du PPSPS			
115	Apporter des compléments à l'analyse de risques mentionnée dans votre PPSPS : les risques propres à votre activité ne sont pas suffisamment analysés.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	Modes opératoires et évaluation des risques			
122	Apporter des compléments à votre PPSPS : les modes opératoires envisagés n'y sont pas mentionnés.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	PPSPS des sous-traitants			
161	Réclamer son PPSPS à votre sous-traitant et nous le communiquer.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	INSPECTION COMMUNE			
159	Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier. En cas de sous-traitance de tout ou partie des travaux, l'entreprise doit obligatoirement participer à l'inspection commune avec chacun de ses sous-traitants.	Coord.SPS Toutes entrep.	Coord.SPS Toutes entrep.	Durée chantier
	Demande d'inspection commune avant démarrage travaux			
94	Toute entreprise n'ayant pas réalisé son inspection commune et devant débuter son intervention ou devant faire débuter son sous-traitant doit obligatoirement prendre rendez vous avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention , pour effectuer l'inspection commune.	Coord.SPS Toutes entrep.	Coord.SPS Toutes entrep.	Durée chantier
	DOCUMENTS			
	Documents relatifs à la prévention des risques sur chantier			
97	Transmettre au coordonnateur les documents suivants : • le plan d'installation de chantier • le planning à jour des travaux • les consignes de sécurité élaborées à l'occasion des travaux • les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le chantier	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	Documents relatifs au DIUO			
34	Le DIUO est un dossier qui rassemble toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures normalement prévisibles. Vous voudrez bien nous faire parvenir les documents tels que plans, schémas, notices techniques, consignes, etc... nécessaires à sa constitution, en particulier : •	Coord.SPS	Coord.SPS	Durée chantier

6.2. SUIVI DE TRAVAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	REMARQUES GENERALES SUITE A VISITE DE CHANTIER			
	Conditions météorologiques			
41	Conditions météorologiques du jour : Entreprises présentes - co-activités	Coord.SPS	Coord.SPS	Durée chantier

192	<p>Entreprises présentes sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <p>Effectif total présent sur le chantier :</p> <p>Travaux ou phases de travail en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <p>Nous n'avons pas détecté d'interférence liée à la coactivité . La visite de ce jour n'appelle pas d'observation particulière de notre part.</p> <p>Etat des installations communes - propreté du chantier</p>	Coord.SPS	Coord.SPS	Durée chantier
80	<p>ETATS DES LIEUX</p> <p>Remarques DIUO</p>	Coord.SPS	Coord.SPS	Durée chantier
74	<p>DIUO</p> <p>Points particuliers</p>	Coord.SPS	Coord.SPS	Durée chantier
129	<p>POINTS PARTICULIERS</p>	Coord.SPS	Coord.SPS	Durée chantier

7. ANNEXES

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	VNF VOIES NAVIGABLES DE FRANCE 2, Port Saint Etienne 31 073 TOULOUSE France		
Maître d'ouvrage personne physique	VNF VOIES NAVIGABLES DE FRANCE 2, Port Saint Etienne 31 073 TOULOUSE France	M. ASTRUC Alain	0553472595 0662996325 alain.astruc@vnf.fr
Maître d'ouvrage délégué	DIRECTION TERRITORIALE SUD-OUEST / SERVICE TERRITORIAL GARONNE Delbessous-Sud 82200 MOISSAC France	Mme BOYE Mylène	0662105722 0662105722 mylene.boyé@vnf.fr
Maître d'ouvrage délégué	DIRECTION TERRITORIALE SUD-OUEST / SERVICE TERRITORIAL GARONNE Delbessous-Sud 82200 MOISSAC France	M. LAPOUYALERE Michel	michel.lapouyalere@vnf.fr
Architecte	CAZABON ARCHITECTURE 30, rue des Chalets 31000 TOULOUSE France	M. CAZABON Philippe	0562733983 0609717989 0562733984 cazabonarchitecture@gmail.com
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - MONTAUBAN 1500 Avenue de Fonneuve ZI NORD 82000 MONTAUBAN France	M. ROUSSEL PHILIPPE	0660753270 philippe.rousseau@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - MONTAUBAN 1500 Avenue de Fonneuve ZI NORD 82000 MONTAUBAN France	M. ROUSSEL PHILIPPE	0660753270 philippe.rousseau@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	INSPECTION DU TRAVAIL (82) 16, rue Louis Jouvét 82000 MONTAUBAN France		0563918700 0563918739 ddetspp-uc1@tarn-et- garonne.gouv.fr
CRAM	CARSAT 809, rue de l'Abbaye 82000 MONTAUBAN France		0971103960
OPPBTP	OPPBTP OCCITANIE Les bureaux de la Cépière - Bât. C 3 chemin du Pigeonnier de la Cépière BP 53645 31036 TOULOUSE CEDEX 1 France		0561445262 0561761327 midipyrenees@oppbtp.fr

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	DEMOLITION-GO-VRD	<i>Non désigné</i>							
02	CHARPENTE	<i>Non désigné</i>							
03	FACADES	<i>Non désigné</i>							
04	MENUISERIES EXTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
05	CLOISONS-DOUBLAGES-FAUX-PLAFONDS	<i>Non désigné</i>							
06	MENUISERIES INTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
07	PEINTURE	<i>Non désigné</i>							
08	REVÊTEMENTS DE SOLS	<i>Non désigné</i>							
09	SERRURERIE	<i>Non désigné</i>							
10	ELECTRICITE -COURANTS FORTS-COURANTS FAIBLES	<i>Non désigné</i>							
11	PLOMBERIE-CHAUFFAGE-VMC	<i>Non désigné</i>							
12	PLATEFORME ELEVATRICE	<i>Non désigné</i>							

7.2. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- voir document joint en annexe du présent PGC.

7.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

7.4. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBT.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

7.5. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

Fichier(s) en annexe

607-APD PRO-PLANNING

.1.2. organismes de préventions institutionnels

CREATION D'UN POSTE DE COMMANDES CENTRALISEES (PCC) A MOISSAC (82)

<u>MAITRE D'OUVRAGE:</u> Voies Navigables de FRANCE 2 Port St ETIENNE BP 7204 31073 TOULOUSE 7	<u>ARCHITECTE (Mandataire)</u> CAZABON architecture Tél: 05.62.73.39.83. Email : cazabonarchitecture@gmail.com	<u>BUREAU D'ETUDES TCE</u> BET INGEBAT Tél : 05.34.40.04.27. Email : a.benoit@ingebat.fr
<u>TERRAIN</u> Voies Navigables de FRANCE Lieu dit DELBESSOUS 82100 MOISSAC	<u>BUR. CONTROLE</u> ALPES CONTROLE Tél: 07.70.01.69.36. Email : furlan@alpes-controle.fr	<u>S.P.S.</u> APAVE Tél: Email : cazabonarchitecture@gmail.com

<u>AVANT PROJET DEFINITIF / ETUDES DE PROJET</u> PLANNING CHANTIER		01.07.2024	APD PRO	
		Ech :		
Date modification	Indice	Modification		
01.07.2024	0	Création de document		AR 0.0

AR
0.0

